

I : En réponse à une question : nous ne sommes pas « contre le métissage », nous sommes « contre » la manipulation et l'idéologie....

On nous demande -sur *maisaquilafaute*- pourquoi nous sommes « **contre le métissage** ». Résumons-nous donc.

Et commençons par dire qu'il n'y a pas lieu, ni pour nous ni pour personne, d'être « **pour** » ou « **contre** » le métissage. Chaque personne, sur terre, vit comme elle l'entend et gère selon sa conscience sa vie privée et ses choix de vie personnels. La question ne nous semble donc pas correctement posée. Nul n'a à être « **pour** » ou « **contre** » le choix strictement personnel d'une personne qui veut vivre avec quelqu'un qui a ou qui n'a pas la même couleur de peau.

Cette sorte de *préambule* une fois posé, passons à l'essentiel.

- 1) Nous constatons aujourd'hui que la population dans son ensemble, et la jeunesse en particulier, est *manipulée*. Il y a une mode, artificiellement créée et entretenue par manipulation idéologique, qui vise à bourrer le crâne des gens, en leur inoculant quotidiennement (et cela va de l'explicite au subliminal...) l'idée selon laquelle le fin du fin, c'est le métissage et que, de toutes façons, le métissage est l'avenir de l'Humanité. Nous mettons donc en garde, car, une fois l'effet de mode passée, qui peut dire que celles et ceux qui auront/qui auraient engagé leur vie, non sur leur libre choix personnel mais parce qu'« **on** » leur aura fait prendre le chemin qu'« **on** » avait décidé pour eux, ne risquent pas de le regretter ?
- 2) Ils risquent de le regretter, eux ou leurs enfants. Car il est inutile de se voiler la face. Il n'est pas toujours facile d'être métis. S'il y a bien évidemment des métis heureux, on a aussi des tas d'exemples de personnes prises entre deux cultures, souffrant de ne pas trop savoir qui elles sont, et finalement rejetées ou non intégrées des deux côtés. Nous disons simplement qu'il faut y penser « **avant** », c'est tout. Et cela nous ramène à notre point numéro un : que chacun choisisse librement sa vie, et pas le schéma qui lui a été imposé par des idéologues, et pour obéir, fût-ce inconsciemment, à une mode ou à une manipulation.
- 3) Rappelons à notre lecteur (ou lectrice) que notre position vient aussi du fait que nous sommes, mais positivement, « **pour** » la diversité. *La diversité France* enrichit le monde, et il serait dommage qu'elle s'efface et disparaisse, ce qui est le but non avoué en public mais bien réel que se proposent ceux qui en coulisse tirent les ficelles de cette extraordinaire et inédite entreprise de dynamitage par dilution de nos vieilles nations historiques européennes (le phénomène n'étant pas spécifiquement français, bien évidemment, mais touchant l'ensemble des peuples blancs européens...)
- 4) Il nous paraît beaucoup plus sage de laisser les choses évoluer normalement, loin de toute idéologie et d'arrière-pensées politiques révolutionnaires et trotskistes. Regardez l'exemple du Brésil. Si le métissage a réussi, là-bas, c'est parce qu'il s'est agi d'un phénomène naturel, librement souhaité et vécu par une population non conditionnée. Encore faut-il remarquer qu'on commet souvent une erreur d'appréciation concernant le Brésil. Si une part importante de la population y est effectivement métissée (disons, en gros, la moitié), une autre partie ne l'est pas, et cette partie n'est pas négligeable en quantité, puisqu'elle constitue l'autre moitié du pays : blancs, noirs, indiens autochtones...
- 5) Enfin ne trouvez vous pas bizarre –et n'est-ce pas une preuve de la manipulation que nous dénonçons ?...- qu'on ne cherche absolument pas à faire une Chine blanche ou noire,

un Mali blanc ou jaune, une Arabie islamo- catholique. Non, « **on** » cherche juste à faire de la France -et, à un degré différent, des autres pays européens- un pays métis. On laisse tranquilles toutes les cultures du monde et tous les pays du monde, noirs, jaunes, musulmans. Il n'y a que la France qui est sommée de se métisser, et qui est travaillée à ce point par le culte de leur « **diversité** » bidon.

Bidon, car il s'agit en fait –ce serait savoureux si ce n'était tragique....- de la disparition d'une des diversités du monde, la nôtre, la Française.

Cela ne vous paraît-il pas louche ?....

II : En réponse à une lectrice, sur l'immigration.... (1/2).

Il y a quelques temps, nous répondions à un lecteur qui nous demandait -sans hostilité aucune- ce que nous pensions du métissage. Aujourd'hui, et toujours sur *maisquilafaute*, c'est une correspondante qui nous demande pourquoi nous sommes *contre l'immigration*, et pourquoi nous en parlons tant dans le Blog.

Il n'est pas facile de répondre *court* à une telle question (il y faudrait un -ou plusieurs...- long article), mais nous allons essayer (en renvoyant cependant notre lectrice à la Conférence "**Contre la France métisse**", dans la Catégorie "**Audio/Vidéo/Conférences**" qui traite de ce sujet, et notamment de la partie "identité nationale" que nous n'évoquerons pas ici, nous en tenant essentiellement au point de vue économique.....)....

D'abord -et comme pour la première réponse sur le métissage- notre correspondante nous permettra de lui dire que, là aussi, la question est mal posée. L'immigration est un *fait mondial*, qui touche l'ensemble des pays développés (essentiellement d'Amérique du nord et d'Europe, mais aussi de certains autres endroits du monde...). Ce fait s'explique par au moins trois raisons majeures:

1: historiquement, la colonisation du XIX^e siècle. Nous en avons le choc en retour....

2: les conditions de vie catastrophiques, le manque de libertés fondamentales -ou les guerres...- dans certains pays, qui font que, l'avenir paraissant bouché chez elles, certaines populations préfèrent *tenter l'aventure* ailleurs, là où -pensent-elles- elles trouveront un avenir meilleur pour elles et pour leurs enfants ... Cette attraction logique des pays riches sur les pays pauvres explique pourquoi l'Allemagne -qui n'a pas *pratiqué* durablement la colonisation d'une manière significative -ses quelques essais n'ayant jamais débouché sur la constitution d'un Empire- a *aussi* ses immigrés (Turcs notamment)....

3: certains patrons qui veulent de la main d'œuvre bon marché: cela coûte moins cher que d'investir dans des machines-outils ou dans la recherche (mais, justement, le propre d'un État digne de ce nom serait de leur résister...).

Il est donc vain et absurde d'être "pour" ou "contre" un phénomène d'ampleur mondiale de ce type, comme il serait vain et absurde d'être "pour" ou "contre" le réchauffement climatique, ou "pour" ou "contre" la fonte des glaces des pôles... ce genre de phénomènes se produisant, de toutes façons, qu'on le veuille ou non....

Par contre, on peut être "pour" ou "contre" *la* ou *les* politiques que les gouvernements mènent -ou ne mènent pas- en réaction à ce(s) phénomène(s). Là est, nous semble-t-il, la vraie question....

Et il faut bien admettre aussi que ce n'est que dans le cadre Européen -l'Europe passant également des accords avec les USA, le Canada, l'Australie et d'autres- que l'on peut espérer juguler ce phénomène. Si la France a tort d'abandonner la surveillance de ses frontières à ses voisins -surtout éloignés- ce n'est malgré tout qu'en partenariat avec toute l'Europe qu'elle peut mener une réaction crédible à cette déferlante. Pourquoi ne pas en prendre la tête (ce serait une application inattendue, mais positive, de *Kiel et Tanger*....) ?

Ce préambule étant posé, entrons succinctement dans le vif du sujet. Ce qu'on appelle aujourd'hui *immigration* remonte à Chirac -conseillé essentiellement par Lionel Stoleru- et à ses décrets de 1975 sur le regroupement familial. Et, là, effectivement, nous ne sommes pas d'accord avec cette politique, poursuivie depuis par tous les gouvernements successifs: là, oui, nous sommes "**contre**".....

Pourquoi ? Pour des raisons économiques et pour des raisons *d'identité nationale* (encore plus importantes).

III : En réponse à une lectrice, sur l'immigration....(2/2).

On se souvient que la principale justification soufflée par Stoleru à Chirac était que, si les immigrés faisaient venir leur famille ici, ils n'enverraient plus leur argent "là-bas", et que donc cet argent resterait en France. Et que par ailleurs des patrons demandaient à gagner plus avec une main d'œuvre bon marché, qui revenait moins cher que de moderniser et d'investir !...

C'est au nom de ce calcul sordide et mesquin -en tout cas purement matérialiste- que fut décidée cette folle politique d'ouverture massive des portes à ce qui se révèle bien être, aujourd'hui, une *substitution de peuplement* (voir les propos des démographes Michèle Tribalat, Gérard-François Dumont etc...).

Or, on voit bien que les transferts d'argent vers les pays d'origine continuent, et que -*dommage nouveau et supplémentaire* pour notre économie (qui n'avait vraiment pas besoin de cela...) une économie parallèle et souterraine (clandestine, illégale: qu'on prenne les mots qu'on voudra...) vient gangrener l'économie nationale. Les maghrébins constituent peut-être le quart de la population à Marseille, mais certainement pas le quart des contribuables ! Et certainement plus du quart des délinquants ! Et les deux tiers d'étrangers en Seine-Saint-Denis ne fournissent certainement pas les deux tiers des ressources en impôts divers pour les collectivités locales ni pour l'Etat, dans ce département, français naguère....

Chirac a mal *engagé* la France en 1975. Plutôt que de faire venir des immigrés -véritable *chair à profit*- dans un calcul sordide de gain matériel, d'où toute idée d'humanisme et de respect de la personne humaine est évidemment exclu, il fallait moderniser au contraire l'outil de production, et investir massivement dans la recherche, au lieu de s'endormir sur un gain immédiat, à courte vue; on parle beaucoup des centaines de milliards d'excédents allemands mais ils sont là en partie; car même s'il y a des Turcs en Allemagne, il y a globalement moins d'immigrés qu'en France, et les syndicats (très puissants là bas) avaient négocié *avant* leur arrivée des conditions de salaire et d'emploi saines, dont les immigrés ont bénéficié; en France, l'irruption massive des immigrés à *tiré la machine vers le bas*, l'a sclérosé, empêché et découragé de se moderniser et de se préparer à la compétition, ce qui nous décline du coup inexorablement aujourd'hui; les immigrés sont donc à la fois coupables/complices/victimes....

Ce vers quoi il fallait aussi s'engager alors (la conjoncture étant encore favorable) c'était dans une politique de longue durée visant à mieux rémunérer le travail, qui ne "paye" pas assez en France. Il n'est pas rare qu'en Allemagne, selon les secteurs, les salaires soient parfois supérieurs de 30% ! Nous ne demandons évidemment pas l'augmentation générale, immédiate et pour tous, des salaires, jusqu'à 30%. Mais il fallait, et il le faut encore plus aujourd'hui, tendre -sur la durée afin de ne pas déséquilibrer ou casser l'économie- à une parité/harmonisation avec notre premier partenaire économique...; idem pour réduire puis supprimer -toujours sur la durée- l'excessive disparité des salaires hommes-femmes (scandale et, de toutes façons, non-sens économique puisque les femmes sont bien évidemment *aussi* des acteurs économiques): elles gagnent parfois 30% de moins ! et leurs retraites sont parfois inférieures de 38% !...

Au lieu de cela, le Pays légal -alors que le rôle d'un État véritable est de résister aux groupes de pressions et à leurs intérêts égoïstes- a laissé se constituer ici une armée de *simili esclaves* sous-payés, mal logés, mal-traités (n'est-ce pas une forme de "racisme de fait", tout à fait odieux..?), qui font objectivement pression à la baisse sur les salaires. Voilà pourquoi nous disions plus haut que les immigrés -*volens/nolens*- sont tout à la fois complices et coupables, mais aussi victimes....

Et, bien sûr, la pression à la baisse exercée par cette masse énorme de travailleurs acceptant des emplois sous payés n'incite pas, bien au contraire, à la progression des salaires: dans le meilleur des cas, ils stagnent, dans le pire ils sont tirés vers le bas: c'est l'une des raisons pour lesquelles plusieurs centaines de milliers d'emplois restent non pourvus, beaucoup de personnes préférant ne pas travailler et toucher les minima sociaux plutôt que de *bosser* pour un salaire de misère. On ne peut évidemment pas les approuver, mais il faut *entendre*-comme le disent les psy- cette justification (!).

Or, on voit des militants syndicaux et autres qui manifestent pour les clandestins/escrocs (qu'ils appellent sans-papiers) et pour l'augmentation des salaires; et des politiques, membres du pays légal, approuver l'immigration mais prôner les revalorisations salariales: mais peut-on vouloir une chose et son contraire ?.....

